

# LE POINT SUR

## Les principales mesures de la loi de Financement de la Sécurité Sociale 2026

La Loi de Financement de la Sécurité Sociale (LFSS) pour 2026 a été définitivement adoptée le mardi 16 décembre 2025. Riche de 114 articles, le texte a toutefois écarté plusieurs mesures médiatisées, notamment :

- La suppression de l'exonération des cotisations salariales des apprentis ;
- L'assujettissement au forfait social de la contribution patronale aux activités sociales et culturelles du CSE ;
- Ou encore la suppression de la visite médicale de reprise au retour d'un congé de maternité.

Définitivement adoptée, elle a été publiée au Journal Officiel le 31 décembre 2025.

**Sans que cette liste ne soit exhaustive, nous avons souhaité vous présenter ici les principales mesures de cette LFSS 2026 par thèmes et sous forme de tableaux récapitulatifs.**

### 1) PAIE

Thème	Réforme
<b>Réduction Générale Dégressive Unique (RGDU)</b>	Dans les branches où la convention collective prévoit un salaire minimum inférieur au Smic, <b>le montant de la RGDU sera réduit</b> . Les employeurs pourront toutefois échapper à cette diminution par accord d'entreprise ou décision unilatérale en instaurant des minimas de salaire supérieurs au Smic.
<b>Contribution employeur : rupture conventionnelle et mise à la retraite</b>	Déjà augmentée de 20 % à 30 % en septembre 2023, l'employeur devra désormais verser une contribution employeur à hauteur de <b>40 % pour toute rupture conventionnelle individuelle et mise à la retraite</b> (initiative de l'employeur) intervenant dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2026.
<b>Déduction forfaitaire de cotisations patronales sur les heures supplémentaires</b> (entreprises de + 250 salariés)	Les entreprises de 250 salariés et plus sont désormais concernées. Elles bénéficient ainsi : <ul style="list-style-type: none"><li>• D'une déduction de cotisations patronales à hauteur de 0,50 € par heure supplémentaire ou de 3,50 € par jour monétisé,</li><li>• De la réduction de cotisations salariales sur les heures supplémentaires.</li></ul>
<b>Malus sur les cotisations patronales d'assurance vieillesse</b> (entreprises de + 300 salariés)	À défaut de négociation, ou de plan d'action en l'absence d'accord collectif, sur l'emploi des salariés expérimentés dans les entreprises d'au moins 300 salariés, <b>l'entreprise se verra appliquer un malus sur les cotisations patronales d'assurance vieillesse</b> . <b>Un décret viendra déterminer le malus.</b>

## 2) MALADIE – AT/MP

Thème	Réforme
Prescription des arrêts de travail	Le chirurgien-dentiste peut désormais prescrire un arrêt de travail ou une prolongation d'arrêt, au même titre que le médecin ou la sage-femme.
Durée des arrêts de travail	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Durée maximale de l'arrêt initial</b> : elle ne pourra pas dépasser un plafond <b>fixé par décret</b> (au moins 1 mois), sauf dérogation.</li> <li>• <b>Durée maximale des prolongations</b> : elle sera également plafonnée <b>par décret</b> (au moins 2 mois), avec possibilité de dérogation justifiée par le prescripteur.</li> </ul>
Indemnisation Accident du travail / Maladie professionnelle (AT / MP)	À partir des sinistres 2027 : une durée maximale de versement des indemnités journalières de Sécurité Sociale (IJSS) pour les AT / MP sera <b>mise en place par décret</b> . Une durée de 4 ans est envisagée.
Nouvelles modalités de reconnaissance des maladies professionnelles	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Diagnostic des maladies inscrites aux tableaux</b> : une prise en compte des progrès scientifiques sera effectuée (au plus tard le 30 septembre 2026).</li> <li>• <b>Procédure dérogatoire</b> : si seule la condition du délai de prise en charge n'est pas respectée, la reconnaissance pourra se faire sur avis de deux médecins-conseils au lieu du CRRMP. Dans les autres cas, l'avis du CRRMP reste obligatoire (entrée en vigueur au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2027).</li> </ul>

## 3) RETRAITE

Thème	Réforme
Suspension de la réforme de l'âge de la retraite	Le calendrier de relèvement de l'âge légal est ajusté pour les générations 1964 à 1968.
Réforme du dispositif de cumul emploi-retraite [application en 2027]	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Avant l'âge légal (64 ans à terme)</b> : le cumul est interdit, la pension est réduite à hauteur de 100 % des revenus dès le premier euro.</li> <li>• <b>Entre 64 et 67 ans</b> : le cumul est autorisé mais plafonné, avec une réduction de la pension de 50 % au-delà d'un seuil <b>fixé par décret</b> (a priori 7 000 euros annuels).</li> <li>• <b>À partir de 67 ans</b> : le cumul intégral est possible, sans plafond et avec droit à une seconde pension (sans la limite de 5 % du PASS).</li> </ul>
Retraite anticipée pour carrière longue	Les majorations de durée d'assurance pour enfant (maternité, adoption, éducation, congé parental) seront comptabilisées comme périodes réputées cotisées, dans une limite <b>fixée par décret</b> (prévision : 2 trimestres), pour les pensions à partir du 1 <sup>er</sup> septembre 2026.

#### 4) Nouveaux droits liés à la naissance d'un enfant

Le congé supplémentaire de naissance sera accessible à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2026 pour l'ensemble des parents d'enfants nés ou adoptés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, ou dont la date de naissance était prévue à cette date.

Congé supplémentaire de naissance	
<b>Bénéficiaires</b>	Chacun des 2 parents
<b>Durée du congé</b>	1 ou 2 mois, au choix du parent
<b>Cessation anticipée</b>	Si décès de l'enfant ou diminution importante des ressources
<b>Modalités de prise du congé</b>	En 1 fois, ou, pour un congé de 2 mois, fractionnement possible en 2 périodes de 1 mois ( <b>à préciser par décret</b> )
<b>Délai de prise du congé</b>	À la suite du congé maternité, paternité et d'accueil du jeune enfant ou adoption Ou dans un délai <b>précisé par décret</b> ( <i>a priori, dans les 9 mois après la naissance de l'enfant</i> )
<b>Délai de prévenance</b>	Compris entre 15 jours et 1 mois ( <b>à préciser par décret</b> )
<b>Indemnisation du salarié</b>	Versement d'Indemnités Journalières de Sécurité Sociale (IJSS) : <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1<sup>er</sup> mois : 70 % du salaire net</li> <li>• 2<sup>ème</sup> mois : 60 % du salaire net (<b>à confirmer par décret</b>)</li> </ul>
<b>Effet sur le contrat</b>	Suspension du contrat Période assimilée à du temps de travail effectif pour l'ancienneté Prise en compte pour le calcul de la retraite et du CPF
<b>Protection du salarié au cours du congé</b>	Interdiction de rompre le CDI ou de rompre de manière anticipée le CDD, sauf faute grave ou impossibilité de maintenir le contrat pour un motif étranger à la naissance ou à l'arrivée de l'enfant
<b>Droits du salarié à son retour</b>	Droit de retrouver le précédent emploi ou son emploi similaire Droit à un entretien de carrière professionnelle ( <i>sauf s'il a déjà été réalisé à l'issue des congés de maternité ou d'adoption</i> )

À noter également que certaines mesures sociales temporaires ont profité d'engagements de **prolongations par communiqués** le temps de l'adoption de la loi de finances 2026 :

- Un communiqué du 29 décembre 2025 de la Direction de la Sécurité Sociale informe de la **prolongation pour une année de l'exonération temporaire de la prise en charge des transports domicile-travail** au-delà de 50% du coût de l'abonnement collectif. Il a aussi été confirmé, par ce communiqué, le maintien temporaire de l'exonération des pourboires volontaires,

- Par une note diffusée le 19 décembre 2025, l'Urssaf a finalement **prolongé la tolérance des conditions d'ancienneté pour bénéficier d'Activités Sociales et Culturelles** jusqu'au 31 décembre 2026,
- Le ministère du Travail a toutefois annoncé, dans un communiqué du 26 décembre, qu'il **ne renouvelle pas l'aide financière exceptionnelle à l'embauche des apprentis** qui existe depuis juillet 2020. Ainsi, pour les contrats conclus à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2026, les employeurs pourront uniquement prétendre à l'aide unique à l'apprentissage. A noter que le communiqué précise d'ailleurs qu'une fois la loi de finances pour 2026 votée, un décret sera également pris pour fixer de nouveaux paramètres en fonction des crédits votés.

**Nos équipes se tiennent à votre disposition pour vous conseiller et vous accompagner.**

**Contactez-nous !**